

La communauté internationale soupçonne le gouvernement de transition

En insistant sur un « contrôle efficace, transparent et complet de la chaîne de dépense du gouvernement », le Ciat livre là les résultats de sa propre évaluation. Il y a alors recoupement avec le constat fait récemment par une mission du Fmi selon laquelle les frais de mission engloutissent une bonne part du budget

Kinshasa , 11.06.2005 | Digitalcongo

La communauté internationale soupçonne le Gouvernement de transition de la République démocratique du Congo. C'est ce qui ressort du communiqué de presse du Comité international d'accompagnement de la transition (Ciat) du 9 juin dernier. Il faudrait rappeler que ce comité est composé des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de la Belgique, du Canada, du Gabon de la Zambie, de l'Union africaine, de l'Union européenne et de la Mission de l'Onu au Congo (Monuc).

Après avoir fait le point de la situation qui prévaut en Rd-Congo, le Ciat décèle une priorité : examen de la requête du président de la Commission électorale indépendante (Cei) par le Parlement afin qu'il se prononce le plus vite possible. C'est que la communauté internationale représentée par les pays précités soupçonne qu'il se passe quelque chose qui empêche les deux chambres du Parlement de se prononcer vite sur ladite prolongation. De toutes les façons, le Ciat note certains progrès réalisés dans le processus devant mener aux élections. Il nous semble que ce sont des progrès remarquables principalement en 2005 "malgré des retards considérables constatés en 2004". Même alors, il reste encore beaucoup à réaliser. C'est ici que le Ciat ne se voile pas la face: la prolongation de la transition est déjà acquise. En fait, elle était prévue et prévisible.

Cap sur les élections

Voilà pourquoi le comité internationale estime que cette prolongation devra se consacrer quasi exclusivement à « la préparation adéquate d'élections libres et démocratiques ». C'est dans ce sens que la communauté internationale réitère sa détermination à soutenir unanimement le processus en cours dans ce pays. Il n'y a pas d'alternative à cette voie royale. Aussi le Ciat invite-t-il tous les Congolais à se ranger derrière le processus électoral en lui accordant tout le soutien nécessaire.

C'est dans cette perspective qu'un appel au calme est lancé pour le 30 juin par les ambassadeurs des pays précités. Et que les auteurs des appels aux pillages et autres actes tendant à troubler la paix devraient encourir des sanctions tant nationales qu'internationales, indique le communiqué précité.

C'est dans cette optique qu'il faut repartir sur de nouvelles bases. Ce nouvel esprit se fonde sur l'évaluation et "l'engagement renouvelé des dirigeants de la transition" tel qu'exprime le 16 mai dernier par le chef de l'Etat. Pour ce faire, le Ciat demande une chose aux dirigeants : « une nette amélioration des performances du gouvernement et des autres institutions de la transition dans ce domaine au cours des prochains mois ». Autrement, on appréciera désormais l'exécutif au prorata des avancées du processus électoral.

De la bonne gouvernance

A en croire le Ciat, toutes ces performances ont un fit conducteur, à savoir la « mise en oeuvre concrète et rigoureuse des principes de la bonne gouvernance ». La communauté internationale y tient beaucoup puisque c'est ce qui permettrait d'alléger la souffrance de la population. On sait que le degré de cette souffrance est tel que les efforts fournis ne sont pas facilement pris en compte si l'on se rend compte que la bonne gouvernance n'est pas au rendez-vous.

A ce propos, le Ciat tape du poing sur la table. "Il est, en effet, inacceptable que les fonds destinés à rémunérer les enseignants, les fonctionnaires, les policiers et les militaires ne leur parviennent pas parce

qu'ils sont détournés par des individus places dans des positions anarchiques élevées », lit-on dans ce communiqué. C'est sur un ton ferme que les ambassadeurs membres du Ciat font cette observation qui vaut une mise en demeure. Le comité international est pour « un contrôle efficace, transparent et complet de la chaîne de dépense du gouvernement », un contrôle effectif. Par conséquent, le Ciat « appuie totalement le programme de réforme du Fonds monétaire international et « exigé l'amélioration des mesures rigoureuses d'audit et de contrôle interne ». Ce faisant, les auteurs de détournement et de corruption « doivent être poursuivis ». Pour ce faire, le Ciat invite la chambre basse du Parlement à exercer activement le contrôle parlementaire.

Le reste du processus exige que certaines institutions à l'instar de la Cei et de la Conader (Commission nationale de démobilisation et réinsertion) acquièrent des locaux en provinces pour bien faire leur travail qui est indispensable à l'organisation des élections. Si le Ciat insiste beaucoup sur la bonne gouvernance, c'est parce que la communauté internationale « fournit la quasi-totalité du budget des élections, soutient plusieurs milliers de personnels des Nations unies dont 56 ont perdu la vie en service commandé et investi ne importante aide à la reconstruction du pays », explique ce communiqué. Il importe donc que les destinataires de ce message s'en imprègnent pour que des changements notables soient perceptibles dans le processus électoral en Rd-Congo.

| L'Avenir